

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher

Blois, le 12/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **KNAUF INDUSTRIES**

45 rue de Paradis  
75010 PARIS 10

Références : 2022-1235  
Code AIOT : 0010003836

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2022 dans l'établissement KNAUF INDUSTRIES implanté 15 rue Chambord 41230 VERNOU EN SOLOGNE. L'inspection a été annoncée le 03/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KNAUF INDUSTRIES
- 15 rue Chambord 41230 VERNOU EN SOLOGNE
- Code AIOT : 0010003836
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société KNAUF INDUSTRIE EST est autorisée à exploiter une usine de fabrication de produits industriels en polystyrène expansé à destination principalement du secteur du BTP sur le territoire de la commune de Vernou-en-Sologne.

Les activités relèvent principalement des rubriques suivantes :

- transformation de matières plastiques à raison de 28t/jour de matière traitée (rubrique 2661 / régime de l'Enregistrement)
- stockage de polymères expansé à raison de 19 109 m3 (rubrique 2663 / régime de l'Enregistrement)
- installations de refroidissement (rubrique 2921 / régime de l'Enregistrement)

Les installations sont par ailleurs soumises à déclaration au titre des rubriques 2662 (stockage de

polymères expansé) et 2910 (installations de combustion).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les suites de la visite du 15/10/2021
- les rejets aqueux
- les rejets atmosphériques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	NC 1 VI du 15/10/21 – détection incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.9	NC 1 VI du 15/10/21	Lettre de suite préfectorale	2 mois
2	stokage de produits PSE	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.3.1.1.b	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	NC 4 VI du 15/10/21 – zone ATEX	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.10	NC 4 VI du 15/10/21	Lettre de suite préfectorale	2 mois
8	NC 6 VI du 15/10/21 - Confinement des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.1.3	NC 6 VI du 15/10/21	Lettre de suite préfectorale	2 mois
10	D3 VI du 15/10/21 - Protection des bâtiments	Arrêté Préfectoral du 20/01/1999, article 3.5.5.2	D3 VI du 15/10/21	Lettre de suite préfectorale	2 mois
18	Fréquence de surveillance - rejets atmosphériques Combustion	Arrêté Préfectoral du 03/08/1998, article 6.3	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	NC 5 VI du 15/10/21 - isolement du site	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.5	NC 5 VI du 15/10/21	Sans objet
9	D1 VI du 15/10/21 - Risque foudre	Arrêté Préfectoral du 20/01/1999, article 3.5.13	D1 VI du 15/10/21	Sans objet
11	surveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 20/01/1999, article 3.1.8	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Valeur limite en Fer	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	/	Sans objet
13	Suivi des prélèvements	Arrêté Préfectoral du 20/01/1999, article 3.1.1	/	Sans objet
14	Prélèvements	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.1.1	/	Sans objet
15	surveillance des rejets atmosphériques – COV	Arrêté Préfectoral du 20/01/1999, article 3.2.3.2	/	Sans objet
16	Fréquence de surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58	/	Sans objet
17	Surveillance des rejets atmosphériques - combustion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4	/	Sans objet
18	Fréquence de surveillance - rejets atmosphériques Combustion	Arrêté Préfectoral du 03/08/1998, article 6.3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Mesures compensatoires bâtiment I4	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 3.2	/	Sans objet
4	NC 2 VI du 15/10/21 – réserve en eau	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.2.2	NC 2 VI du 15/10/21	Sans objet
5	Matériel de lutte incendie	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.2.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
14	Prélèvements	AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.1.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les fiches de constats ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : NC 1 VI du 15/10/21 – détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules et locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne l'alarme d'évacuation immédiate audible en tout point du bâtiment et le compartimentage de la ou des cellules sinistrées. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique. Dans ce cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection précoce de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et réalise une étude technique permettant de le démontrer.
<b>Constats :</b> Les travaux d'installation de la détection automatique incendie dans le bâtiment I4 ne sont pas réalisés mais l'arrêté complémentaire du 31/05/2022 prévoit un délai jusqu'au 31/08/2023 pour la réalisation de ces travaux.
<b>Observations :</b> Constat de la NC1 VI du 15/10/22 : Le bâtiment I4 de stockage de produits finis en PSE n'est pas équipé de détection automatique d'incendie. Jusqu'à la réalisation des travaux d'installation de la DAI, l'exploitant doit maintenir les rondes de surveillance mise en place toutes les 8h associées à la tenue d'un cahier d'enregistrement de ces rondes afin de vérifier l'absence de danger et de risques « départ de feu ».
L'article 3.2 de l'arrêté complémentaire du 31/05/2022 prescrit que les travaux nécessaire à l'installation de la DAI dans le bâtiment I4 seront réalisés au plus tard au 31/08/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 2 : stockage de produits PSE**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.3.1.1.b
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le stockage de produits PSE dans le bâtiment I4 est organisé en un îlot unique. Il abrite un volume maximum de 1328 m<sup>3</sup> de produits PSE. L'organisation du stockage est la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• gerbage sur palettes sur 2 niveaux maximum</li> <li>• organisation des stockages au sol : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ 2/3 de la surface occupée par le stockage à proprement parler, soit 361 m<sup>2</sup> environ, le résiduel constitué par les zones de circulation</li> <li>◦ sur la base de la surface dédiée au stockage : 361 m<sup>2</sup> et du gerbage des palettes sur 2 niveaux maximum, la capacité maximum de stockage en palettes dans le bâtiment est évaluée à 177 palettes au sol compte tenu de l'espacement nécessaire entre palettes.</li> </ul> </li> </ul> <p>La capacité de stockage totale au sein du bâtiment est donc de 354 palettes compte tenu du gerbage sur 2 niveaux.</p> <p>Des passages libres, d'au moins 2 mètres de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement autour de l'îlot unique, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie. Dans tous les cas, le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisée à des fins de stockage.</p> <p>La hauteur des stockages n'excède pas 12,5 mètres.</p> <p>Les matières combustibles sont stockées sur des îlots séparés d'au moins 5 mètres des îlots de produits dont 50 % de la masse totale unitaire est composée de polymères à l'état alvéolaire ou expansé</p> <p>Une distance minimale d'1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure.</p> <p>L'installation est équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Les stockages situés à l'extérieur des locaux abritant des installations relevant des rubriques 2661, 2662, 2663 de la nomenclature des installations classées sont séparés des limites extérieures de la dalle silo par un espace libre d'au moins 5 mètres.</p> <p><b>Constats :</b> Le bâtiment I4 n'est pas équipé d'un système d'extinction automatique d'incendie. Le stockage n'est pas réalisé en un îlot unique mais en 3 îlots de moins de 600 m<sup>3</sup>. Une distance minimale d'1 mètre n'est pas respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure.</p> <p><b>Observations :</b> Le bâtiment I4 est d'une superficie de 542 m<sup>2</sup>. La surface occupée par le stockage n'excède pas les 2/3 de la surface du bâtiment.</p> <p>Le stockage est organisé en 3 îlots de moins de 600 m<sup>3</sup> chacun, organisés en palette de 3 ou 4 niveau selon l'îlot. Chaque palette est d'une hauteur inférieure à 2 m.</p> <p>La hauteur totale de stockage ne dépasse pas 4 m pour chacun des îlots.</p> <p>La distance minimale d'un mètre par rapport aux parois et aux éléments de structure n'est pas respectée.</p> <p>Un espace libre est présent pour le passage entre les îlots d'une largeur de 2 mètres minimum.</p> <p>Le bâtiment I4 n'est pas équipé d'un système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>L'exploitant indique qu'il souhaite maintenir l'organisation du stockage du bâtiment I4 en 3 îlots de moins de 600 m<sup>3</sup> et non en un îlot unique comme prescrit par l'article 2.3.1.1.b de l'arrêté complémentaire du 31/05/2022.</p>

En conséquence, tel que précisé dans l'article 2.4.1 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales relatif à la rubrique 2663 de la nomenclature ICPE, l'exploitant peut demander à monsieur le préfet une modification de l'APC du 31/05/2022 pour supprimer l'obligation d'installation d'un système d'extinction automatique d'incendie pour le bâtiment I4, dans la mesure où le stockage de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères à l'état alvéolaire ou expansé, est divisé en îlots dont le volume maximal est de 600 mètres cubes.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Mesures compensatoires bâtiment I4

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/05/2022, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Le bâtiment I4 de stockage de produits finis en PSE n'est pas équipé de détection automatique d'incendie (DAI).  Les travaux nécessaires à l'installation de la DAI seront réalisés au plus tard au 31/08/2023.</p> <p>Jusqu'à la réalisation des travaux d'installation de la DAI, l'exploitant doit maintenir les rondes de surveillance mise en place toutes les 8h associées à la tenue d'un cahier d'enregistrement de ces rondes afin de vérifier l'absence de danger et de risques « départ de feu ».</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<p><b>Observations :</b> L'exploitant réalise des rondes de surveillance toutes les 8h afin de vérifier l'absence de danger et de risques « départ de feu » dans le bâtiment I4.  Ces vérifications sont tracées dans un cahier d'enregistrement présent dans le bâtiment I4, que l'inspection des installations classées a consulté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réserve en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement dispose en interne d'une réserve d'eau incendie répondant aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• être en mesure, en toutes saisons, de fournir 360 m<sup>3</sup>/h pendant une durée de 2 heures</li> <li>• qui demeure toujours accessible aux véhicules lourds d'incendie par un cheminement sûr.</li> </ul> <p>A proximité immédiate du plan d'eau sont aménagées 3 aires d'aspiration stabilisées de 32 m<sup>2</sup> minimum chacune (8x4) répartie sur son demi-périmètre. Elles doivent permettre la mise en œuvre aisée des matériels d'incendie. Les travaux nécessaires pour disposer d'une ressource en eau suffisante pour la défense de l'établissement en cas d'incendie sont réalisés au plus tard le 31/07/2022.</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<p><b>Observations :</b> Constat de la NC2 VI du 15/10/21 : L'établissement ne dispose pas d'une ressource en eau suffisante pour la défense de l'établissement en cas d'incendie.</p> <p>Les travaux pour la réalisation d'une réserve en eau d'extinction d'incendie ont eu lieu en juin 2022. L'inspection a consulté le plan et PV de réception de travaux en date du 09/06/22, réalisés par la société SOTRAP. La réserve en eau d'extinction d'incendie est d'un volume de 970 m<sup>3</sup>, avec fond étanche et 4 aires d'aspiration.</p> <p>Cette réserve est remplie par l'eau du forage. Un repère de niveau est présent pour déterminer le niveau de remplissage minimum. L'exploitant procède à une vérification visuelle du niveau de remplissage, de façon régulière mais sans procédure formalisée.</p> <p>Il conviendrait que l'exploitant formalise et enregistre la vérification du niveau de remplissage du bassin.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Matériel de lutte incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des extincteurs (régulièrement vérifiés) adaptés au risque à défendre, en nombre suffisant, doivent être placés dans des endroits facilement accessibles. Le site est également doté en extincteurs sur roue (45 l Eau pulvérisée avec ou sans additif ou 50 kg poudre BC ou ABC) à raison de 1 extincteur par fraction au sol de 1 000 m <sup>2</sup> sur chacune des installations (zones de stockage et zones de fabrication) du site. L'exploitant doit s'assurer trimestriellement que les extincteurs sont à la place prévue et en bon état.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'établissement est équipé de 105 extincteurs dont 14 sur roues.  Lors de la visite du bâtiment I4, il a été constaté qu'il est équipé d'un extincteur supplémentaire sur roue.  Le contrôle des extincteurs est réalisé par un organisme externe : Desautel une fois par an (dernier contrôle réalisé le 15/02/2022) et à périodicité trimestrielle en interne par la responsable HSE. La vérification interne consiste en une vérification visuelle que les extincteurs sont en place, accessibles, et en bon état général. L'enregistrement de ces contrôles internes, réalisés les 15/02/22, 13/05/22 et 23/09/22 a été consulté par l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : NC 4 VI du 15/10/21 – zone ATEX**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention du risque d'explosion
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans les parties de l'installation visées au point 2. 3. 3 et susceptibles d'être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé.
<b>Constats :</b> Des non-conformités des installations avec la réglementation en zone ATEX n'ont pas toutes été levées.
<b>Observations :</b> Constat de la NC4 du 15/10/21 : L'exploitant n'a pas engagé les actions correctives permettant de mettre en conformité ses installations avec la réglementation en zone ATEX. L'exploitant transmettra à l'inspection l'échéancier de mise en conformité de ses installations au regard de la réglementation en zone ATEX.  Le rapport d'audit N° : CB534/MR/10564159-1 / 1-6RZQ4JY Rév0 en date du 25 mai 2021 pour la vérification de l'adéquation des matériels et équipements implantés dans les zones ATEX fait référence à 38 matériels en non-conformité. L'exploitant indique que des actions ont été engagées en interne pour lever ces non-conformités permettant de passer de 56% en non-conformité à 31% de points non-conformes. Sur les points de non-conformité restants, l'exploitant précise qu'il lui est nécessaire d'avoir des actions en externe (contact fournisseurs, matériel à acquérir, nouvelle signalétique). L'exploitant s'engage à mener les actions pour lever les non-conformités restantes courant du 3ème trimestre 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 7 : NC 5 VI du 15/10/21 -isolement du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement du site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : [...] — les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 2. 2. 15 ;
<b>Constats :</b> Le plan a été complété pour faire figurer la vanne d'isolement du site, mais la consigne n'est pas forcément explicite sur le document qui mérite d'être ainsi complété.
<b>Observations :</b> Constat de la NC5 VI du 15/10/21 : Le plan d'intervention en cas d'incendie élaboré par l'exploitant ne précise pas les modalités d'isolement du site en cas d'incendie.  Le plan a été complété pour faire figurer la consigne de coupure de la vanne et faire figurer la vanne sur le plan du site, mais une légende mérite d'être ajoutée au plan pour être plus explicite.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : NC 6 VI du 15/10/21 - Confinement des eaux d'extinction**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les réseaux susceptibles de recueillir des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont raccordées à un bassin de confinement d'une capacité de 972 m<sup>3</sup>. Les travaux nécessaires à la réalisation de ce bassin sont réalisés au plus tard le 30/06/2024.</p>
<p><b>Constats :</b> Aucun dispositif en place ne permet de considérer que le site bénéficie d'une capacité de confinement des écoulements potentiellement pollués de volume suffisant, notamment en cas d'incendie.</p>
<p><b>Observations :</b> Constat de la NC6 VI du 15/10/21 : Aucun dispositif en place ne permet de considérer que le site bénéficie d'une part, d'un réseau de récupération des écoulements potentiellement pollués efficace, et d'autre part, d'une capacité de confinement de ces écoulements de volume suffisant, notamment en cas d'incendie. L'exploitant transmettra à l'inspection l'échéancier de réalisation des travaux relatifs à la création de la capacité de confinement des eaux potentiellement polluées de l'établissement.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il est en cours de consultation des entreprises pour la réalisation des études pour les travaux relatifs à la création de la capacité de confinement des eaux potentiellement polluées de l'établissement. L'objectif de l'exploitant est un lancement des études en 2023 et la budgétisation des travaux et réalisation en 2024.</p> <p>L'échéance de réalisation de ces travaux prévue par l'arrêté complémentaire du 31/05/2022 n'est pas encore atteinte.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs indiqué qu'il est en réflexion sur la modification de ses rejets de façon à séparer ses eaux pluviales et ses eaux de process et de mettre en place 2 rejets distincts. Ces éléments seront effectivement à prendre en compte dans le cadre de la réalisation des études de dimensionnement du bassin de confinement d'extinction d'incendie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/1999, article 3.5.13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre en application d l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.</p>
<p><b>Constats :</b> L'analyse du risque foudre n'a pas été mise à jour, l'exploitant est en attente de réception du rapport correspondant à l'intervention de Bureau Veritas du 10/11/2022.</p>
<p><b>Observations :</b> Demande D1 de la VI du 15/10/22 : L'analyse du risque foudre doit être mise à jour en prenant en compte les modifications intervenues sur le site depuis 2015 par l'implantation de nouvelles structures et la nouvelle affectation des bâtiments.</p> <p>La société Bureau Veritas est intervenue le 10 novembre 2022 pour la réalisation de l'étude technique du risque foudre. L'exploitant n'avait pas reçu le rapport correspondant le jour de la visite d'inspection.</p> <p>L'exploitant transmettra le rapport correspondant dès réception et le plan d'action relatif à la levée des écarts constatés, le cas échéant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/1999, article 3.5.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection des bâtiments
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir s'opposer à la propagation d'un incendie.
<b>Constats :</b> Deux portes coupe-feu ne sont pas fonctionnelles.
<b>Observations :</b> Demande D3 VI du 15/10/21 : L'exploitant transmettra une attestation justifiant le degré coupe-feu du mur de séparation entre l'atelier Moulage et le local compresseur.  Une étude a été réalisée par Bureau Véritas pour vérifier le degrés coupe feu des murs au niveau du local compresseur chaufferie et local production (ou nommé atelier moulage.). Le rapport Audit sécurité incendie du 28/04/2022a été consulté par l'inspection des installations classées. Ce rapport conclut qu'il y a lieu de reboucher des trous sur une paroi et un enduit d'épaisseur 10 mm est à mettre en place sur un mur. Ces travaux ont été réalisés le 3 novembre 2022. Il formule également une remarque sur un conduit de ventilation qui doit être équipé de clapet coupe-feu. Pour cette remarque l'exploitant confirme que la canalisation a été enlevée (elle n'était pas utilisée) et le mur rebouché.  Le rapport formule également une remarque sur les portes coupe feu présentes entre l'atelier Moulage et le local compresseur, qui ne sont pas fonctionnelles. Il s'agit d'une porte battante et d'une porte coulissante (devant la porte battante). La société Desautel est intervenue le 21/10/2022 et le 01/12/2022 pour la vérification des portes coupe-feu et a proposé à l'exploitant des solutions de mise en conformité. L'exploitant s'engage à réaliser les travaux pour la mise en conformité des portes coupe-feu dès réception des devis.  Dans l'attente de la réalisation des travaux, l'exploitant s'engage à maintenir en position fermée la grande porte coulissante dont la fermeture automatique ne fonctionne plus.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 11 : surveillance des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/1999, article 3.1.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :  Température : &lt; 30° C  PH : compris entre 6,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation chimique).  Les caractéristiques des rejets, notamment la concentration journalière et le flux journalier de chacun des principaux polluants seront inférieures ou égales aux valeurs prévues dans les tableaux suivants :  Volume maximal sur 24h : 100 m<sup>3</sup>  Débit maximal instantané : 4 m<sup>3</sup>/h</p> <p>Voir tableau figurant à l'article 3.1.8 de l'arrêté préfectoral du 20/01/1999</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il respecte les VLE en flux ainsi que le volume maximal journalier et débit instantané pour ses rejets aqueux.
<p><b>Observations :</b> L'exploitant a transmis des résultats d'analyses du rejet d'eau au niveau de la lagune en date des 17/03/2022 et 19/09/2022. Ces résultats ne comparent pas les concentrations mesurées aux valeurs limites d'émission (VLE) de l'établissement en concentrations et en flux. Les résultats d'analyses sont conformes aux VLE en concentration. L'exploitant a indiqué qu'il s'assure de la conformité aux VLE à l'aide de l'outil GIDAF. Cependant cela n'est valable que pour les valeurs limites en concentration et pas pour celles en flux.</p> <p>Par ailleurs l'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il respecte le volume maximal de rejet sur 24h et le débit maximal instantané de rejet.</p> <p>L'exploitant a précisé qu'il a un seul point de rejet en sortie de la lagune. Deux séparateurs à hydrocarbures qui collectent une partie des eaux pluviales sont présents en amont de la lagune.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Valeur limite en Fer

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeur limite en Fer
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...] les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé :  11) Fer, aluminium et composés (en Fe+Al) : 5 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j</p>
<b>Constats :</b> La valeur limite de rejet en Fer n'est pas respectée.
<p><b>Observations :</b> Les résultats d'analyse du rejet au niveau de la lagune du 19/09/2022 font apparaître une concentration en Fer de 9.94 mg/l. L'exploitant a indiqué que son rejet journalier est d'environ 40 m<sup>3</sup>.</p> <p>En considérant un tel volume de rejet et une concentration en Fer de 9.94 mg/l, le flux journalier est supérieur à 20g/j.</p> <p>La valeur limite de rejet de 5mg/l n'est pas respectée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : Suivi des prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/1999, article 3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des prélèvements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan est consigné dans un registre prévu à cet effet et fait apparaître éventuellement les économies réalisables. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.  Le relevé des volumes est effectué journalièrement et retranscrit sur le registre sus-cité qui peut éventuellement être informatisé.</p>
<p><b>Constats :</b> Le relevé des volumes n'est pas effectué de façon journalière.  De plus, dans un contexte de sécheresse qui tend à s'accroître dans les années à venir, il convient que l'exploitant mène une réflexion sur la limitation de ses rejets dans le cours d'eau, notamment en période d'étiage et qu'il vérifie l'acceptabilité du milieu au regard de ses rejets.</p>
<p><b>Observations :</b> Les relevés de consommation au niveau du forage ne sont pas automatisés et sont déduits des volumes mesurés en entrée de l'osmoseur. Les relevés sont réalisés manuellement tous les 2 jours et enregistrés sur un registre.</p> <p>Les prélèvements en eau potable correspondent uniquement à l'usage sanitaire. Il n'y a pas de relevé de consommation. Celle-ci est connue à partir de la facture. Il n'y a pas de disconnecteur sur le réseau de process.</p> <p>Pour ce qui concerne la période de sécheresse 2022, des actions visant à réduire les consommations en eau ont été mises en oeuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Consignes pour limitation au strict minimum l'utilisation de l'eau (pas de lavage d'engins, d'outillages, de nettoyage des sols)</li> <li>- Campagne de sensibilisation à l'ensemble du personnel pour alerter immédiatement le service de maintenance en cas de fuite sur les réseaux de distribution d'eau potable et industrielle (forage)</li> <li>- Vérification visuelle des fuites réseau sur les réseaux aériens.</li> <li>- Pas d'arrosage des espaces verts</li> <li>- Relevé au quotidien des compteurs d'eau des consommations d'eau</li> </ul> <p>De plus, l'exploitant a limité le débit de rejet à l'exutoire final au niveau de la vanne de barrage entre juillet et octobre 2022. Il a procédé au remplissage au maximum de la lagune puis à des vidanges par ouverture de la vanne environ 1 fois par semaine.</p> <p>L'exploitant a indiqué que des réflexions et études sont en cours au niveau du groupe Knauf pour réduire les consommations d'eau au niveau du process industriel.</p> <p>L'exutoire du rejet des eaux industrielles est un petit cours d'eau, La Bonneheure, dont le débit a été très faible pendant la période d'étiage 2022.</p> <p>Dans un contexte de sécheresse qui tend à s'accroître dans les années à venir, <b>il convient que l'exploitant mène une réflexion sur la limitation de ses rejets dans le cours d'eau, notamment en période d'étiage et vérifie l'acceptabilité du milieu au regard de ses rejets.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 14 : Prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 31/05/2022, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau dans le milieu, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie, sont limités à : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 23m<sup>3</sup>/h</li> <li>• 552 m<sup>3</sup>/jour</li> <li>• 133 000 m<sup>3</sup>/an</li> </ul>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> La consommation en eau du forage pour l'année 2021 a été de 30 491 m <sup>3</sup> . Depuis le 01/01/2022, le volume prélevé est de 26 483 m <sup>3</sup> .  L'exploitant a indiqué (sans pouvoir le justifier faute de relevé journalier) que sa consommation journalière est maximum de 120m <sup>3</sup> et 10m <sup>3</sup> /h.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 15 : surveillance des rejets atmosphériques – COV

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/01/1999, article 3.2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, après traitement et notamment les concentrations des principaux polluants, sont inférieures ou égales aux valeurs prévues dans le tableau suivant : Bâtiment C1 – COV : 150 mg/Nm <sup>3</sup>
<b>Constats :</b> L'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il respecte la VLE en COV depuis 2019.
<b>Observations :</b> Les rejets atmosphériques au niveau du poste pré-expansion du bâtiment C1 sont suivis par un détecteur de pentane avec une mesure en continu, mais qui ne permet pas de faire une corrélation avec une concentration en COV. L'exploitant a fait réaliser des mesures de rejets (4 points de mesure) en 2019 par la société ANTEA, au niveau du bâtiment C1. La valeur maximum en COV était de 96 mg/Nm <sup>3</sup> en équivalent C. .
L'exploitant n'est toutefois pas en mesure de justifier qu'il respecte la VLE en COV depuis les mesures réalisées en 2019.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 16 : Fréquence de surveillance des rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquence de surveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. La nature, la fréquence et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des émissions sont fixés, en tant que de besoin, par l'arrêté d'autorisation. [...] III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas de programme de surveillance de ses rejets atmosphériques et ne fait pas réaliser de mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé .
<b>Observations :</b> Des mesures des rejets atmosphériques, en COV, au niveau du bâtiment C1 ont été réalisées en 2019 par la société ANTEA, mais elles n'ont pas été renouvelées depuis.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 17 : Surveillance des rejets atmosphériques - combustion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Valeurs limites d'émission (installations de combustion autres que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe)  Les valeurs limites d'émissions du présent point sont applicables aux installations de combustion autres que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe, dont les chaudières.  [...]  I. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses :  [...]  - aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW  fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2024  ;  - Fioul domestique : NOx : 150 mg/Nm<sup>3</sup></p>
<b>Constats :</b> La valeur limite d'émission des rejets atmosphériques n'est pas respectée pour le paramètre NOx.
<p><b>Observations :</b> Le site dispose d'une chaufferie de 10,1 MW alimentée au fioul domestique et installée en 2007.  L'exploitant fait réaliser des essais de combustion tous les 3 mois par l'entreprise VieSMann qui réalise l'entretien de la chaudière.  Le relevé du 4/11/2022 mentionne une mesure à 189 mg/Nm<sup>3</sup> pour le paramètre NOx et le relevé du 18/08/2022, une mesure à 165 mg/Nm<sup>3</sup> en NOx. Ces résultats sont supérieures à la VLE qui est de 150 mg/Nm<sup>3</sup>.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 18 : Fréquence de surveillance - rejets atmosphériques Combustion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/1998, article 6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  6.3. Mesure périodique de la pollution rejetée  I. - L'exploitant fait effectuer [...] une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub>, poussières, NOx et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant ne fait pas réaliser des mesures au niveau de la chaudière par un organisme agréé tous les 2 ans.
<b>Observations :</b> Des mesures sont réalisées au niveau de la chaudière tous les 3 mois par l'entreprise qui réalise l'entretien de la chaudière, mais pas par un organisme agréé tous les 2 ans.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet